

Unité interdépartementale Loire-Haute-Loire
Pôle Déchets Sites et Sols Pollués

Saint-Etienne, le 11/03/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/02/2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Société RDS

ZAC les Vollons II
42160 ANDREZIEUX BOUTHEON

Références : UiD4243-DSSP-022-0094/CG

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/02/2022 dans l'établissement RDS implanté ZAC les Vollons II - 42160 ANDREZIEUX BOUTHEON. L'inspection a été annoncée le 16/02/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Une plainte concernant les nuisances générées par l'ensemble des entreprises situées sur la ZAC des Vollons a été réceptionnée. Les riverains de la ZAC pointent en particulier les nuisances sonores et les risques d'incendie.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- RDS
- ZAC les Vollons II 42160 ANDREZIEUX BOUTHEON
- Code AIOT dans GUN : 0010500208
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED – MTD.

Les activités exercées par la société RDS étaient autorisées depuis 2005. A partir de 2014, l'activité a été étendue sur la parcelle mitoyenne au sud, dans l'emprise de la zone industrielle.

La régularisation de cette extension s'est effectuée dans le cadre d'une nouvelle demande d'autorisation pour l'ensemble du site (initialement autorisé + extension). Un nouvel arrêté d'autorisation d'exploiter a été délivré le 18/05/2020.

Les activités consistent en du regroupement, transit, tri de déchets d'activités économiques non

dangereux (principalement papiers, cartons, plastiques, métaux) et en du traitement par broyage de déchets de bois non traités et de déchets verts.

Une activité de regroupement, transit de déchets dangereux est également réalisée. Il s'agit de déchets d'emballages vides souillés.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- nuisances sonores
- risque incendie.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Propositions de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
Mesures organisationnelles de protection contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 18/05/2020, article 8.2.7	/	Mise en demeure, respect de prescription
Conditions générales d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 18/05/2020, article 2.3.2	/	Mise en demeure, respect de prescription
Quantité de déchets stockés	Arrêté Préfectoral du 18/05/2020, article 1.2.1	/	Mise en demeure, respect de prescription

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Mesures périodiques des niveaux sonores	Arrêté Préfectoral du 18/05/2020, article 7.2.4	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Etat des matières stockées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 46	/	Sans objet
Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 18/05/2020, article 8.7.3	/	Sans objet
Maintenance et test	Arrêté Préfectoral du 18/05/2020, article 8.7.2	/	Sans objet
Dispositif de prévention des accidents	Arrêté Préfectoral du 18/05/2020, article 8.4.4	/	Sans objet
Dispositif de prévention des accidents	Arrêté Préfectoral du 18/05/2020, article 8.4.1	/	Sans objet
Prévention du risque pollution par les eaux d'extinction	Arrêté Préfectoral du 18/05/2020, article 8.5.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les mesures organisationnelles relatives aux conditions de stockage, reprises dans l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter, ne sont pas mises en place. Il s'agit des murs coupe-feu permettant d'isoler les zones de stockage de déchets entre elles et d'éviter les risques liés à un incendie sur l'un ou l'autre de ces stocks en évitant la propagation du feu d'un stock à l'autre.

L'étude des flux thermiques a été réalisée en tenant compte de la réalisation de ces murs. Ils doivent donc être mis en place.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Etat des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 46
Thème(s) : Risques accidentels, risque incendie
Prescription contrôlée : Les dispositions du présent article sont applicables à l'ensemble des installations relevant du régime de l'autorisation. L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.
Constats : L'exploitant tient à jour un bilan mensuel quantitatif des entrées/sorties de déchets par type de déchet. Le bilan correspondant à janvier 2022 a été fourni.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Mesures organisationnelles de protection contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/05/2020, article 8.2.7
Thème(s) : Risques accidentels, risque incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La hauteur de stockage maximale sur les aires extérieures est de 6 mètres. Les zones de stockage sont délimitées en respectant les largeurs de circulation compatibles avec le passage des engins incendie.</p> <p>Les aires de stockages extérieures sont délimitées par des murs coupe-feu 2 heures de :</p> <ul style="list-style-type: none">• 6 mètres de haut pour les secteurs DAE, Bois A, Bois B et déchets verts ;• 4 mètres de haut pour les autres zones de stockage. <p>Les aires de stockage dans le bâtiment (atelier sous hangar) sont délimitées par un marquage au sol et réalisées de la façon suivante :</p> <ul style="list-style-type: none">• cartons : zone de stockage de 8 mètres x 8 mètres dans l'angle Nord-Est de l'atelier, sur une hauteur maximale de 8 mètres, située à plus de 7,5 mètres de la zone de stockage des plastiques ;• plastiques : zone de stockage de 10 mètres x 5 mètres au centre de l'atelier, sur une hauteur maximale de 4 mètres, située à 7,5 mètres de la paroi Nord de l'atelier, à 5 mètres de la paroi Sud et à 12,5 mètres de la paroi Ouest. <p>Par ailleurs, une zone tampon de 20 mètres entre la limite Ouest du site et les zones de stockage est maintenue.</p>
<p>Constats : La délimitation des aires de stockage extérieures avec des murs coupe-feu n'est pas réalisée. L'exploitant a choisi de construire ces murs en blocs béton type "Légo" qu'il fabrique sur site. Les moules et quelques blocs ont été vus lors de l'inspection. 1 seul des moules était utilisé lors de la visite. L'exploitant a indiqué être mesure de fabriquer et installer l'ensemble des blocs nécessaire à l'édification des murs d'ici le 01/09/2022 (mail du 04/03/2022). La hauteur de stockage des déchets de bois à broyer apparaît importante. L'exploitant a indiqué que son broyeur était en panne et qu'il était donc contraint de stocker les bois en attente de broyage.</p> <p>Les aires de stockage sous hangar ne sont pas matérialisées au sol, néanmoins, un réel effort pour respecter les zones d'entrepôts définies dans le dossier et l'arrêté préfectoral (cartons, plastiques) est constaté.</p> <p>Il est par ailleurs constaté la présence de déchets dans l'angle Sud-Ouest du site, en dehors des zones de stockage définies. L'exploitant a indiqué qu'il s'agit de PVB (un type de plastique) mélangé à du verre. Ce déchet a été réceptionné sur les mois de décembre 2021 et janvier 2022. La quantité réceptionnée (d'après le registre déchets) est de 1282 t, en provenance de la société Eurofloat à Salaise sur Sanne. L'exploitant souhaite extraire de ce mélange les verres et autres matériaux inertes en vue de leur valorisation. Il estime résorber ce stock sur le courant du mois de mars (mail du 04/03/2022). A l'arrière de ce stock de déchets, il a été constaté la détérioration de la clôture. Une quantité importante de déchets verts est entreposée à l'extérieur au niveau de cette clôture (dessus parfois). Pour l'exploitant, il s'agit de déchets issus de l'entretien du vallon boisé.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/05/2020, article 8.7.3
Thème(s) : Risques accidentels, risque incendie
Prescription contrôlée : L'exploitant doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après : <ul style="list-style-type: none">• des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets ;• des robinets d'incendie armés. La défense extérieure contre l'incendie est assurée par un poteau incendie délivrant un débit de 110 m ³ /h situé à moins de 100 m des différents stockages. L'exploitant s'assure de la disponibilité opérationnelle de la ressource en eau incendie. Il effectue une vérification périodique (a minima semestrielle) de la disponibilité des débits.
Constats : L'exploitant dispose de 24 extincteurs et 6 RIA répartis sur l'ensemble du site. Les 6 RIA ont été visualisés. Les extincteurs et les RIA ont été référencés par un prestataire extérieur : Qualiprev'incendie. Le poteau incendie n'a pas été vu. Dans son mail du 04/03/2022, l'exploitant a transmis les résultats des essais réalisés par Véolia - Eau qui assure la gestion des poteaux incendie de la ZAC des Vollons : les essais sont réalisés tous les 4 ans et les maintenances tous les ans. Le poteau n° 160 (situé à moins de 100 m du site) a fait l'objet d'un essai le 29/09/2020 d'après le document fourni, cependant, le débit maximal du poteau n'est pas indiqué.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Maintenance et test

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/05/2020, article 8.7.2	
Thème(s) : Risques accidentels, risque incendie	
Prescription contrôlée : Les équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. L'exploitant doit pouvoir justifier auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Les matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie sont vérifiés périodiquement selon les référentiels en vigueur. L'exploitant doit fixer les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées. Sans préjudice d'autres réglementations, l'exploitant fait notamment vérifier périodiquement par un organisme extérieur les matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie suivants selon la fréquence définie ci-dessous :	
Type de matériel	Fréquence minimale de contrôle
Extincteur et RIA	Annuelle
Installation de détection incendie	Semestrielle
Constats : Les extincteurs et RIA font l'objet d'une vérification annuelle par le prestataire extérieur Qualiprev'incendie. Le compte-rendu de ces interventions est disponible, l'exploitant a remis lors de la visite le CR de la vérification effectuée en 2021. L'exploitant a installé des caméras thermographiques reliées à un système de téléalarme. Elles font l'objet d'une vérification annuelle.	
Type de suites proposées : Sans suite	
Proposition de suites : Sans objet	

Nom du point de contrôle : Dispositif de prévention des accidents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/05/2020, article 8.4.4
Thème(s) : Risques accidentels, risque incendie
Prescription contrôlée : Une analyse du risque foudre (ARF) visant à protéger les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement est réalisée par un organisme compétent dans un délai maximal de 6 mois suivant la notification du présent arrêté. Elle identifie les équipements et installations dont une protection doit être assurée.
Constats : Une analyse du risque foudre a été réalisée en 2017, donc avant la notification de l'arrêté préfectoral d'autorisation. Cependant, elle prend en compte l'ensemble des activités réalisées et des bâtiments présents sur le site. Elle conclut à l'absence de protection nécessaire. En outre, une étude du risque d'explosion a également été menée. Le site d'Andrézieux n'est pas concerné par ce risque.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Dispositif de prévention des accidents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/05/2020, article 8.4.1
Thème(s) : Risques accidentels, risque incendie
Prescription contrôlée : Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur. La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art. Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine. Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit. Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.
Constats : Le compte-rendu de vérification périodique (Q18) du 07/05/2021 a été remis lors de l'inspection. L'exploitant a procédé aux travaux requis : une facture de travaux mentionnant la levée des réserves suite au rapport Q18 a été fournie.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Prévention du risque pollution par les eaux d'extinction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/05/2020, article 8.5.1
Thème(s) : Risques accidentels, pollution
Prescription contrôlée : V.- Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. En cas d'incendie, les eaux d'extinction rejoindront le réseau de collecte des eaux pluviales et seront confinées dans le bassin de rétention des eaux pluviales (cf article 4.4.2.2.). Ce bassin dispose d'un volume utile de 361 m ³ pour permettre le confinement de ces eaux. Le dispositif d'obturation du bassin sera actionné en vue de stopper l'évacuation des eaux vers le réseau pluvial communal. Ce dispositif d'obturation est visible et facilement identifiable. Des manœuvres d'essai sont réalisées au moins une fois par an pour s'assurer de son maintien en état de fonctionnement. L'étanchéité du dispositif est également vérifiée lors de ces tests. Les eaux d'extinction confinées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées ou rejetées au milieu naturel si leurs caractéristiques le permettent (VLE fixées à l'article 4.4.2.1.).
Constats : Un bassin de rétention/régulation des eaux pluviales est présent. Ce bassin permet de confiner les eaux d'extinction en cas d'incendie après manœuvre d'un dispositif d'obturation permettant de stopper l'évacuation des eaux vers le réseau d'eau pluvial communal. Les relevés fournis par l'exploitant montrent que ce bassin a un volume suffisant pour contenir ces eaux.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Mesures périodiques des niveaux sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/05/2020, article 7.2.4
Thème(s) : Risques chroniques, bruit
Prescription contrôlée : Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée 6 mois au maximum après la mise en service de l'installation puis tous les 3 ans. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997. Ces mesures sont effectuées par un organisme qualifié dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins. Une mesure des émissions sonores est effectuée aux frais de l'exploitant par un organisme qualifié, notamment à la demande du préfet, si l'installation fait l'objet de plaintes ou en cas de modification de l'installation susceptible d'impacter le niveau de bruit généré dans les zones à émergence réglementée. Les résultats des mesures réalisées sont transmis au préfet dans le mois qui suit leur réception avec les commentaires et propositions éventuelles d'amélioration.
Constats : Le rapport de mesurage des niveaux sonores réalisé au mois de juillet 2020 a été transmis par l'exploitant le 01/02/2022. Ce rapport conclut à la conformité des niveaux sonores émis par l'installation en limite de propriété et en zone à émergence réglementée. Cependant ces mesures n'apparaissent pas avoir été réalisées en "conditions représentatives du fonctionnement de l'installation" puisque l'activité de broyage n'est pas listée dans le rapport comme source de bruit. D'autre part, seule la période diurne a été prise en compte. Or l'exploitant a indiqué démarrer ses activités entre 6h et 6h30. Les activités consistent principalement en la mise en route des machines et camions, mais il peut aussi y avoir quelques déchargements de déchets.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Conditions générales d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/05/2020, article 2.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, bruit
Prescription contrôlée : Le site est ouvert du lundi au vendredi, de 7h à 12h et de 13h30 à 16 h (15h30 le vendredi).
Constats : L'exploitant a indiqué démarrer ses activités entre 6h et 6h30. Les activités consistent principalement en la mise en route des machines et camions, mais il peut aussi y avoir quelques déchargements de déchets.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Quantité de déchets stockés

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/05/2020, article 1.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, déchets
Prescription contrôlée : Quantité maximale de déchets dangereux (emballages vides souillés) : 10 t
Constats : L'état des stocks de déchets présenté par l'exploitant pour le mois de janvier 2022 fait apparaître une quantité de déchets dangereux sur site de 22 t.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription